Peine capitale

actuel de libération conditionnelle, un criminel condamné à une peine d'emprisonnement de 10 ans sort le plus souvent de prison après 6 ou 7 ans, et parfois même avant s'il peut invoquer des circonstances atténuantes.

• (1230)

Lorsqu'ils apprennent quelle est leur peine, certains criminels profèrent parfois des menaces. Après que le tribunal l'eût condamné, j'ai déjà entendu un criminel dire à sa victime: «Je t'aurai à ma sortie de prison». Les familles qui ont reçu de telles menaces craignent pour leur vie après quelques années et ont peur de sortir de chez elles. Les récidivistes sont souvent libérés après avoir purgé une partie seulement de leur peine et il arrive souvent qu'il récidivent de nouveau. Cette situation est inacceptable.

On a sérieusement besoin d'améliorer notre système de justice pénale. Le Canadien moyen n'est pas suffisamment protégé et on libère des criminels et des meurtriers après qu'ils ont purgé une peine minimale. On nous dit que ces personnes ont été réhabilitées, mais il faudrait demander l'avis de la famille de la victime ou de la victime elle-même qui a été agressée, violée ou blessée grièvement. Il y a des centaines de victimes de ce genre.

En tant que citoyens et législateurs, nous devons réévaluer ce qui se passe dans notre société et nous montrer plus sensibles aux besoins et aux désirs des citoyens. Depuis des années, de nombreux Canadiens réclament le rétablissement de la peine de mort. Les législateurs n'ont pas toujours tenu compte de leurs désirs.

Voyons pourquoi le public réclame avec autant d'insistance le rétablissement de la peine de mort. Cette ardeur s'explique peut-être par la frustration qu'il ressent à l'égard du système de justice. Les Canadiens croient peut-être que l'État devrait les protéger, leur donner l'impression que justice est faite et leur permettre de vivre en paix et dans le calme.

Les députés ont entendu des arguments en faveur de la peine de mort et contre celle-ci. J'ai reçu une lettre d'un père d'une victime de meurtre au premier degré. M. Donald Sullivan d'Ajax (Ontario) m'a écrit au sujet du meurtre brutal et insensé de sa fille Pamela survenu le 22 octobre 1980.

Pam a été agressée sexuellement et assassinée devant chez elle, un soir alors qu'elle rentrait du travail. Elle a été assassinée par un parfait étranger libéré sous surveillance obligatoire la semaine précédente du pénitencier de Collins Bay. Ce programme est en théorie valable; en pratique, il ne l'est pas. Cet homme a été trouvé coupable de meurtre au premier degré en 1981 et envoyé au pénitencier de Kingston. Le sort a voulu qu'il soit lui-même assassiné en prison en juillet 1986. Il a aussi été victime d'un assassin qui se trouvait, cette fois-ci, lui-même en prison. On entend souvent les députés dire qu'on risque d'exécuter un innocent, mais personne ne semble se préoccuper du fait que cette femme était elle-même innocente. Elle n'est plus qu'une statistique, il est devenu un anti-héros.

M. Sullivan écrit ceci:

Je vous demande de laisser de côté la rhétorique, les innombrables statistiques, graphiques et chiffres et de vous rappeler que chaque statistique représente quelqu'un de cher à sa famille, un fils, une fille, une épouse, une mère, un époux, un père. Les nombres ne versent pas de sang, les pourcentages ne meurent pas, les statistiques n'ont pas besoin d'être enterrées.

M. Sullivan et sa famille sont des victimes tout autant que Pamela.

A Edmonton, Gary et Sharon Rosenfeldt ont créé l'organisme «*Victims of violence*». Le fils de Rosenfeldt a été l'une des victimes de Clifford Olson. M. Rosenfeldt est venu à mon bureau plusieurs fois au cours des deux dernières années pour demander mon aide et pour réclamer qu'on prenne des mesures pour empêcher la perpétration de crimes de ce genre et la libération de quelqu'un comme M. Olson. Il y a beaucoup d'autres Clifford Olson.

Les Rosenfeldt ont fait des démarches auprès des législateurs pour les sensibiliser au sort des victimes de violence. Je ne peux m'empêcher de croire que les Canadiens ne devraient pas avoir à faire des démarches pour qu'on reconnaisse leur droit fondamental à la sécurité. Je ne réclame pas le droit à la vengeance ou au châtement, mais simplement le droit à la sécurité. En tant que législateurs, nous devons toujours tenir compte de ce droit et veiller à ce que l'État soit en mesure de protéger ses citoyens. Autrement, il ne remplirait pas son devoir qui est de protéger les Canadiens.

Les tribunaux devraient avoir la possibilité d'imposer la peine de mort. Rien ne s'y oppose. C'est la plus grande protection et parfois la seule qu'on peut offrir aux victimes potentielles.

On croit que la peine de mort a un effet dissuasif. Les opinions sont partagées à ce sujet, mais la Commission royale sur la peine de mort a montré, en Grande-Bretagne, que certains meurtres ont été évités en raison de l'existence de la peine de mort. En 1976, la Cour suprême des États-Unis a jugé que la peine de mort avait exercé un effet dissuasif dans un certain nombre de cas.

Les services chargés d'appliquer la loi soutiennent que l'abolition de la peine de mort met en danger les policiers et le personnel des établissements pénitentiaires. Il est raisonnable de présumer qu'un criminel hésiterait davantage à tirer sur un policier s'il savait s'exposer, en le faisant, à la peine de mort.

La violence et les meurtres semblent être plus fréquents en prison en raison de l'incarcération à perpétuité d'un nombre croissant de criminels ayant commis un meurtre au premier degré. Ils n'ont rien à perdre et pensent parfois avoir tout à gagner. Le taux de meurtres au sein de la population pénitentiaire a presque doublé entre 1976 et 1981 et la plupart des meurtres ont eu lieu dans des établissements à sécurité maximale. C'est un fait dont tous peuvent se rendre compte. En 1983, les détenus condamnés pour meurtre au premier degré ont participé en plus grand nombre que les autres aux émeutes dans les prisons. C'est parce qu'ils n'ont rien à perdre.